

Philippe CLERC

Né le 19 décembre 1961

Tel. 06 85 54 14 60

Philippe.clerc@cnes.fr

ph.clerc@yahoo.fr

.

VIE PROFESSIONNELLE

Centre national d'études spatiales (CNES) depuis 2007 : Référent conformité et éthique d'entreprise (depuis 2018). Sous-Directeur responsable des affaires juridiques (2007-2018).

Arianespace SA, de 2003 à fin 2006. Chef du bureau juridique, Directeur adjoint aux affaires institutionnelles .

Ministère de la recherche (1998 à 2003). Directeur adjoint du Département Espace et Aéronautique pour les affaires spatiales industrielles, juridiques et réglementaires. Responsable des contrats de politique industrielle. Organisateur des rencontres Espace et Société. Rapporteur de l'étude et organisateur du colloque sur l'opportunité d'une législation spatiale en France (1999-2003). Membre du conseil d'administration de l'ANFR (Agence nationale des fréquences).

CNES de 1989 à 1998 : Chef de la division des partenariats publics-privés (1998). Conseiller à la direction générale adjointe à la stratégie (1997-1998). Responsable des relations avec la Commission européenne (1993-95). Chargé d'affaires « filiales et participations » (1992-93). Chef du département droit des affaires et fiscalité au service juridique (1989-91).

DIPLOMES et FORMATIONS

Ancien auditeur de la 53ème session nationale (2001) de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN).

Auditeur des formations techniques du CNES : Techniques des véhicules spatiaux (1999) et systèmes de lancement (2009)

Master of Space Studies - International Space University – Strasbourg (1996).

D.E.S.S. (Master II) de droit des affaires internationales, Maîtrise en Droit privé, Droit des affaires et fiscalité - Université de Dijon (1983 à 88). Diplôme universitaire II en Gestion, finance, comptabilité (1983).

EXPERTISE, PUBLICATIONS ET ENSEIGNEMENTS : DOMAINES SPATIAL ET JURIDIQUE

Associations et reconnaissances professionnelles

- Sélectionné en 2016, 2017 et 2018 par “*Legal 500 Edition of GC-Power list - France*” dans son classement « *among the most influential and innovative In House-Counsel in France* ».
- Elu en 2015 Académicien (CM) de l’Académie Internationale de l’Astronautique (*International Academy of Astronautic - IAA*).
- Distingué par «*Award of Appreciation*” du Conseil de l’Institut International du Droit Spatial (*International Institute of Space Law – IISL*) – 2013.
- Membre du Conseil exécutif de l’association “*Collective for Space Care Society* - 2015
- Membre de l’association internationale pour le développement de la sécurité spatiale (*International Association for the Advancement of Space Safety - IAASS*) – 2015.
- Membre permanent de la délégation française au Comité pour l’Utilisation Pacifique de l’Espace Extra Atmosphérique des Nations Unies (*UN- COPUOS legal Sub-Committee*) de 2007 à 2017.
- Membre du Cercle Montesquieu depuis 2009.
- Membre du Cercle des Stratèges (CSD) depuis 2009.
- Membre Senior de l’Association Aéronautique Astronautique de France (3AF) depuis 2004.
- Membre depuis 1999 de l’Institut International de Droit Spatial (IISL).
- Membre et ancien Administrateur de l’*European Centre for Space Law (ECSL)*, 1995-2003.
- Membre fondateur et du Bureau de l’Association pour le développement du droit de l’Espace en France (ADDEF) depuis 1993.
- Président-fondateur de l’Association des juristes d’affaires internationales - DESS Dijon 1990.

Publications, articles, rapports d’études

- 2019 – “*French Law approach around the topic of: legal implications/aspects of space active debris removal*” in “*Space security and legal aspects of active debris removal*”. Series editor *European Space Policy Institute (ESPI), Vienna, Austria. Chapter 11. ISBN 978-3-319-90337-8 pages 179 to 187.*
- Octobre 2018 - *69th International Astronautical Congress (IAC), Bremen, Germany:*
 - “*Legal solutions based on the French legislation and other laws regarding Active Debris Removal issues*” – paper n° IAC-18, A6, 8, 12,,X48188 (P. Clerc).
 - “*Toward an international organization to handle a sustainable space traffic management*”. Paper n° IAC-18-E3.4.10.x45687. Co-authors : D. Alary, L. Rapp, S. Moranta P. Clerc.
- Août 2018 - “*Space Law in the European Context -National Architecture, Legislation and Policy in France*”. Series: *Essential Air and Space Law (20)*. 638 pp. ISBN: 978-94-6236-797-5.
- Novembre 2016 : « la prévention des contentieux : l’apport de la loi française relative aux opérations spatiales » in « Le règlement des différends dans l’industrie spatiale », sous la direction de Laurence Ravillon,- actes du colloque CREDIMI et de l’Université de Bourgogne des 9 et 10 octobre 2015 à Dijon (France),- Credimi-CNRS UMR 6295, Editions LexisNexis, novembre 2016, EAN 13 : 9782711025206, pages 41 à 65.
- Septembre 2016 : “*Building blocks for International Cooperative agreements*”, *International Institute of Space Law (IISL), Colloquium on the Law of Outer Space. 67th International Astronautical Congress (IAC), Guadalajara, Mexico, 26-30 September 2016, Paper IAC-16 E 7.7- B3.8 2,x34397.*
- Juin 2014 : « Les moyens juridiques et contractuels d’action des agences spatiales » in « Pratiques juridiques dans l’industrie aéronautique et spatiale », sous la co-direction de Philippe Achilléas et Willy Mikalef, Collection de l’I.D.E.S.T. (Institut du Droit de l’Espace et des Télécommunications). Edition Pedone - ISBN : 978-2-233-00715-5 - pages 158 à 197.
- 2012 : « *The French Space Operation Act - one year of implementation* », contribution au 6ème Eilene M. Galloway Symposium on Critical Issues in Space Law: “*A Comparative Look at*

National Space Laws and Their International Implications ». *Proceedings of the International Institute of Space Law (IISL) 2011*, Editions Eleven International Publishing, 2012, ISBN 978-94-90947-69-9, p. 543-554.

- 2011 : « *Consequences of the French Space Law on Space Operation on CNES' mission as a contracting space agency* » in « *Contracting for Space, Contract practice in the European Space Sector* » sous la direction de Lesley Jane Smith and d'Ingo Baumann. Ashgate Publishing Limited, September 2011. ISBN 978-1-4094-1923-5, Chapter 11, pages 116 to 131.
- 2010 : « *Consequences of the French Space Law on Space Operation (FSOA) on CNES' mission as a space agency* » pour l'International Institute of Space Law (IISL), 61ème International Astronomical Congress (IAC) Prague, République Tchèque, du 27 Septembre 2010 au 1er octobre. IAC-10.E7.5.13.
- 2009 : « Le contrôle du marché des lanceurs » in « *Droit de l'Espace* » sous la direction de Philippe Achilleas,- collection droit des technologies, Editions Larcier. Bruxelles 2009. ISBN 978-2-8044-2892-1, Chapitre 1, pages 71 à 108.
- 2007 : « La gestion et le partage des risques sous l'angle de la puissance publique et les solutions envisagées par la future loi spatiale française » in « *Gestion et partage des risques dans les projets spatiaux* », sous la direction de Laurence Ravillon, Credimi, 2^{ème} journées d'études de la Commission spatiale de la Société Française de Droit Aérien et Spatial (SFDAS), Dijon le 3 octobre 2007. Editions Pedone, ISBN 978-2-233-00530-4, pages 129 à 138.
- Sept. 2007 : « Advance in the implementation of the French Space Law in the Launcher field », co-author with Francois Cahuzac, CNES' Launcher directorate, Expert for safety regulation. 58ème International Astronautical Congress 2007, 24-28 September 2007, Hyderabad, Inde. ISBN: 9781605601502 - IAC-09.E8.6.2.
- Mai 2007 : « le système européen de lancement spatial à l'épreuve du marché mondial : un regard juridique et économique » in « *l'adaptation du droit de l'Espace à ses nouveaux défis* », sous la direction d'Armel Kerrest, mélanges en l'honneur de Simone Courteix. Editions A. Pedone, mai 2007. ISBN978-2-233-00513-7 pages 231 à 254.
- 2006 : « Fréquences et positions orbitales, les interactions avec le contrat de lancement » in « *Orbites et fréquences, statut, répartition et régime juridique* », 1^{er} colloque de la Commission spatiale de la SFDAS, sous la direction de Mireille Couston. Editions A. Pedone, Paris, 2006, page 125 et s.
- 2005 : « le droit des contrats appliqué au activités spatiales – le lancement de satellites » in « *le droit des activités spatiales à l'aube du XXIe siècle*, sous la direction de Laurence Ravillon, actes du colloque des 10 et 11 juin 2004, Université de Bourgogne. CNRS – LEXISNEXIS LITEC 2005.
- 2002 : Rapporteur de l'étude remise au Ministre de la recherche en 2002 « *Evolution du droit de l'espace en France* ». Rapport rédigé sous la direction du rapporteur à la suite des consultations engagées entre 1999 et 2002 à la demande de Pascal Colombani, directeur de la technologie. Préface de Claudie Haigneré, Ministre déléguée à la recherche et aux nouvelles technologies le 12 novembre 2012. Edité par le service documentation du ministère de la recherche, 1, rue Descartes 75231 Paris Cedex 05, WWW.recherche.gouv.fr, février 2003, 148 pages.
- 1997: "Le cadre institutionnel des activités spatiales en France : le CNES" in « *le cadre institutionnel des activités spatiales des Etats* » sous la direction de Simone Courteix. Editions Pedone, Paris, juin 1997. ISBN 2-233-0315-2, pages 63 à 89.
- 1998 : "Partnership between CNES and Industry: a New Market Oriented Approach", in "New Space Market", edited by G. Haskell and M. Rycroft, International Space University. Edition Kluwer Akademiks Publishers, PO Box, 3300 AA Dordrecht, The Netherlands. ISBN 0-7923-5027-8, pages 13 to 22.
- 1996 :« *Etude comparative des politiques des données de SPOT et de RADARSAT* », réalisée à l'Agence spatiale canadienne (ASC-CSA), Montréal, comme mémoire de thèse pour le Master de l'Université spatiale internationale (ISU) sous la direction de Roland Doré, président de l'ISU et président honoraire de l'ASC-CSA. Archivé à la bibliothèque de l'ISU, 1 Rue Jean-Dominique Cassini, 67400 Illkirch-Graffenstaden- France.
- 1994 : Secrétaire rédacteur du rapport du groupe interministériel "Politique de diffusion des données d'observation de la Terre obtenues à partir de l'Espace", publication du service de

documentation du Ministère de l'industrie des Postes des télécommunications et du Commerce Extérieur (MIPTCE) 1995.

Chargé d'enseignement (depuis 1997)

Chargé d'enseignement en Droit et sur les aspects socio-économiques liés à l'espace, au Master de droit des télécommunications et de l'espace de l'Université de Sceaux, à l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, à l'Ecole Nationale de l'Aviation Civile, à l'Ecole Nationale de l'Aéronautique et de l'Espace, à l'Université Louis Pasteur de Strasbourg, aux sessions d'été de l'European Centre for Space Law (ECSL), aux Master (MSS) et sessions d'études spatiales (SSP) de l'International Space University (ISU) et à la Faculté de droit, économie et finance du Luxembourg ; *SES Chair in Space, « Communications and Media Law »*.

Contributions à la Loi relative aux opérations spatiales (3 juin 2008, JORF 4 juin)

Des premières études aux travaux préparatoires

Initiative et lancement, en 1999, de la première consultation du Ministère de la recherche et chargé de l'Espace sur l'opportunité d'une législation spatiale en France. Rapporteur de l'étude remise à la ministre en 2002 sur le cadre juridique des activités spatiales en France. Organisation du colloque « Quel environnement juridique pour l'espace » le 13 mars 2003 à Paris (Assemblée nationale). Interventions lors de séminaires internationaux et participation à plusieurs publications sur ce thème (IAF, IISL, ECSL, Project 2001...).

Membre du groupe de travail du Conseil d'Etat (SRE) sur le droit de l'espace en France (2005-2006).

Du projet de loi jusqu'à sa publication et l'élaboration de ses textes d'application

Participation aux travaux interministériels (RIM) débutés en février 2007. Auditionné (entre 2007 et 2008) par les rapporteurs des commissions du Sénat et de l'Assemblée. Suivi du texte entre les deux assemblées en liaison avec les services du ministère chargé de L'Espace. Contribution à l'élaboration des trois décrets d'application en date du 9 juin 2009.

Contribution et contrôle de conformité juridique relatif à l'arrêté du 31 mars 2001 portant réglementation technique (proposé par le CNES à la signature du ministre) et à l'arrêté du Président du CNES du 9 décembre 2010 portant réglementation de l'exploitation des installations du Centre spatial Guyanais (CSG). Refonte des instructions réglementaires subséquentes.

Mise en œuvre

Nommé par arrêté du 10/02/2011 de la ministre en charge de l'espace en date du 10 février 2011 aux fonctions d'agent habilité, pour procéder aux contrôles nécessaires en vue de vérifier le respect des obligations prévues au chapitre III de la loi (du 3 juin 2008), et par arrêté du 20 novembre 2012, sous condition de serment, pour la recherche et la constatation d'infractions, par procès verbal, des infractions prévues au chapitre IV de cette même loi.